Séance publique du 9 juillet 2002

Délibération n° 2002-0702

commission principale : proximité, ressources humaines et environnement

objet : **Convention de transaction - Versement de cinq indemnités après annulation de cinq marchés à bons de commande**

service : Délégation générale aux services urbains et à la proximité - Direction de la propreté

Le Conseil,

Vu le rapport du 19 juin 2002, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Par jugement en date du 28 mars 2002, notifié à la Communauté urbaine le 11 avril 2002, le tribunal administratif de Lyon a annulé cinq marchés à bons de commande passés le 21 décembre 1999 pour la mise à disposition de véhicules spécifiques et de personnel pour effectuer des travaux de nettoyage divers sur le territoire de la communauté urbaine de Lyon.

Par délibération du 26 avril 2002, le conseil de Communauté avait relancé une nouvelle consultation par voie d'appel d'offres ouvert et avait autorisé à titre conservatoire la passation de cinq marchés négociés sans mise en concurrence selon l'article 35-III-4 du code des marchés publics pour des raisons évidentes de continuité du service public et de préservation de l'hygiène et la salubrité publique.

Une procédure de transaction avait aussi été approuvée par délibération pour permettre aux titulaires des marchés annulés d'être payés sur une base légale pour les prestations déjà réalisées, non facturées à non payées au jour de la notification du jugement.

La Communauté et les titulaires des marchés frappés de nullité sont convenus de signer une convention de transaction par laquelle la Communauté s'engage à rembourser les dépenses indispensables pour elle-même et engagées par ces entreprises.

Les sommes proposées à titre d'indemnités aux titulaires des marchés seront calculées sur les mêmes bases que les sommes qui auraient été payées si les marchés correspondants n'avaient pas fait l'objet d'annulation.

Le tableau ci-dessous récapitule, pour chaque titulaire, le montant total de la transaction.

Entreprises	Montant de la transaction	
	€ HT	€ TTC
Onet proprete	161 203, 75	192 512, 91
Morel nettoyage	13 074, 10	15 636, 62
Lyonnaise d'hygiène	16 478, 23	19 229, 12
Onyx Auvergne Rhone-Alpes	18 746, 45	22 420, 76
Cité services environnement	8 574, 59	10 255, 21

Les mandats émis sur les marchés annulés au cours des exercices 2001 et 2002 et non payés par le comptable assignataire à la date de notification du jugement du Tribunal administratif ont fait l'objet d'une demande d'annulation par le comptable.

Il convient également de procéder à l'annulation de l'ensemble de ces mandats non payés, qui de fait sont sans fondement juridique depuis l'annulation des marchés ;

Vu lesdites conventions de transaction ;

Vu sa délibération en date 26 avril 2002 ;

Vu le jugement du tribunal administratif de Lyon en date du 28 mars 2002 ;

Où l'avis de sa commission proximité, ressources humaines et environnement ;

DELIBERE

1° - Accepte le paiement de chacune des cinq indemnités.

2° - Autorise monsieur le président à signer les conventions de transaction correspondantes avec chacun des cinq titulaires de marché annulés pour les montants détaillés dans le tableau ci-dessus, l'accord de l'entreprise valant solde de tous comptes.

3° - Les sommes dues aux titres de cette indemnité seront imputées sur les crédits inscrits au budget de la Communauté urbaine - direction de la propreté - exercice 2002 - section de fonctionnement - centre budgétaire 5310 - compte 611 211 - fonction 813.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,